

## **LICENCE 2 — 1<sup>er</sup> semestre**

### **Droit des obligations.**

#### **SUPPORT PEDAGOGIQUE**

En respect de l'article 2 du Code civil, l'application du droit des contrats se répartit en trois temps :

- Les contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> octobre 2016 ne sont normalement pas soumis à l'ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016 ( matière contractuelle : exception au principe d'application immédiate de la loi nouvelle)
- Les contrats conclus entre le 1<sup>er</sup> octobre 2016 et le 30 septembre 2018 sont soumis à l'ordonnance du 10 février 2016 mais *normalement* pas soumis à la loi de ratification n°2018-287 du 20 avril 2018 ( sauf textes interprétatifs)
- Les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2018 sont soumis à l'ordonnance portant réforme du droit des contrats et à sa loi de ratification.

Néanmoins, la loi de ratification peut connaître, s'agissant de certaines dispositions, une application anticipée. Explications :

- Les textes dits interprétatifs ne constituent pas, selon le législateur, de véritables modifications substantielles par rapport aux dispositions issues de l'ordonnance du 10 février 2016. En tant que dispositions interprétatives, elles seront considérées comme une exception au principe de non-rétroactivité de la loi et ainsi, rétroagissent au jour de l'entrée en vigueur du texte qu'elles viennent interpréter. Les dispositions de la loi de ratification considérées comme interprétatives des dispositions de l'ordonnance sont donc applicables dès le 1<sup>er</sup> octobre 2016, jour de l'entrée en vigueur de ladite ordonnance.
- Par défaut, les textes non interprétatifs, considérés comme de véritables modifications de fond, restent soumis au principe énoncé précédemment, et ne seront applicables qu'aux contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

- *Comment s'y retrouver ?* Si les éditeurs du Code civil (Dalloz et LexisNexis) ont normalement pris soin de préciser en italique, le caractère interprétatif des dispositions concernées, ce tableau vous aider à vous y retrouver.

Texte interprétatif : application aux contrats conclu dès le 1 <sup>er</sup> octobre 2016	Texte non interprétatif : application aux contrats conclu dès le 1 <sup>er</sup> octobre 2018
	<b>Art. 1110 c.civ</b> relatif à la définition du contrat d'adhésion
<b>Art. 1112 c.civ</b> relatif au préjudice réparable causé par une faute lors des négociations.	
	<b>Art. 1117 c.civ</b> relatif au décès du destinataire de l'offre
	<b>Art. 1137 c.civ</b> pour la définition du dol
<b>Art. 1143 c.civ</b> pour la définition de la violence économique	
	<b>Art. 1145 c.civ</b> (capacité des PM)
	<b>Art. 1161 c.civ</b> (représentation)
<b>Art. 1165 c.civ</b> relatif aux sanctions en matière d'abus dans la fixation du prix	
	<b>Art. 1171 c.civ</b> relatif au déséquilibre significatif
<b>Art. 1216-3 c.civ</b> en matière de sort des sûretés et cessions de contrats	
<b>Art. 1217</b> réduction du prix en cas de sanction pour inexécution du contrat	
<b>Art. 1221</b> rajout de la condition de bonne foi du débiteur pour exiger l'exécution forcée	
	<b>Art. 1223 c.civ</b> relatif à la procédure d'obtention de réduction du prix
<b>Art.1304-4</b> s'agissant de la faculté de renonciation à une condition	
<b>1305-5 c.civ</b> actant l'inopposabilité aux cautions de la déchéance du terme	
	<b>Art. 1327 c.civ</b> relatif au formalisme de la cession de dette
<b>Art. 1327-1</b> : opposabilité de la cession de dette au créancier	
<b>Art. 1328-1</b> (sûretés et cession de dette)	
	<b>Art. 1343-3</b> (paiement en devises)
<b>Art. 1347-6</b> relatif à la compensation (codébiteur et cautions)	
<b>Art. 1352-4</b> concernant les restitutions à une personne mineure	

**ATTENTION** néanmoins : le juge peut exceptionnellement, lorsque sa marge d'interprétation le lui permet, utiliser des solutions issues de la réforme sans pour autant appliquer immédiatement et expressément les textes qui en sont issus. Exemple avec l'arrêt du 23 juin 2021 relatif à l'hypothèse d'une rétractation de la promesse unilatérale de vente avant la levée d'option par le bénéficiaire (civ. 1<sup>ère</sup>, 23 juin 2021 , n°20-17.554).